



Fenêtre sur le monde n°25



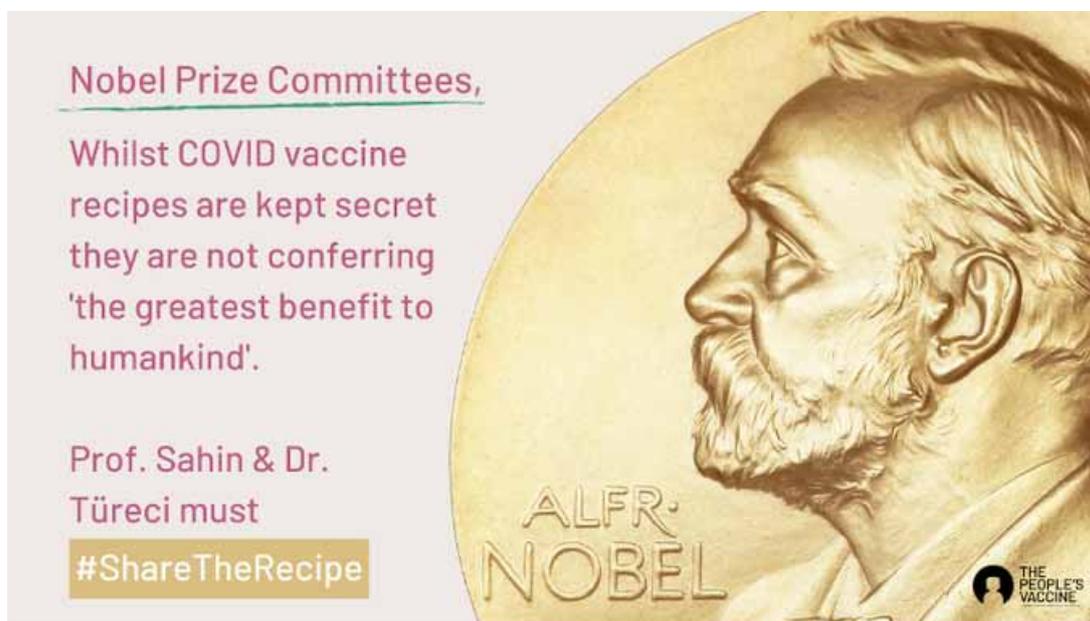
« Post- » : quelle douceur dans ce préfixe ! Culture, sport, école, université, transports, travail, fête laissent derrière eux les limbes pandémiques. Aux antipodes, la stratégie « zéro COVID » abandonnée pour cause d'extrême dureté, les humains qui l'ont patiemment endurée goûtent précautionneusement de la liberté. Toute l'humanité sort de sa torpeur. Toute ? Dans les contrées où seul le masque omniprésent rappelle que la porte n'est pas encore grande ouverte, on oublierait presque que la majorité des pays du monde sont loin de l'ère du « post- ». Car les coffres restent hermétiquement fermés, les détenteurs des clés thésaurisent sans vergogne ; discordes et dispersion empêchent la pression majuscule qui ferait exploser les serrures et partager le trésor. Quant à la pluie des milliards des « plans de relance », sans rapport de force, elle risque d'arroser seulement l'abstraction nommée « économie » et non nos vies concrètes malmenées par la pandémie. Aucune déperdition d'énergie n'est permise. Notre modèle ? Le cyclamen du poème. Dans la froideur et l'obscurité du rocher, il a amassé goutte à goutte le sang pour tisser son « mouchoir carmin ». Dans la fissure du rocher, le voilà qui éclot. Comme lui, allons cueillir le soleil !

Justice vaccinale, espoir mondial

Le prix Nobel doit être accordé selon des critères nobles

Revenir à la source, au fondateur du prix, Alfred Nobel. Même si ce prix était en quelque sorte celui de ses « remords » (après avoir inventé la poudre à canon), les principes ont été fixés par lui dès le début : l'attribuer à des personnes qui ont accompli des découvertes profitant à toute l'humanité. Le comité d'attribution du prix doit respecter ces critères. C'est ce que rappelle l'Alliance *The People's Vaccine* dans la lettre ouverte qu'elle lui adresse le 1.10.2021, la veille du jour anniversaire d'un an à partir du dépôt, à l'OMC, de la demande de levée des brevets.

La lettre commence par rappeler la douleur des « survivants de la COVID » de 40 pays. Ayant appris qu'on appelait à nommer le Dr Özlem Türeci et le Professeur Uğur Şahin, fondateurs de BioNtech (la compagnie partenaire de Pfizer), ces survivants expriment « leur profonde détresse ». Certes, ces deux scientifiques et chefs d'entreprise ont « créé » le vaccin à ARN messager, mais « avec de l'argent public allemand et européen ». Cette habile façon de reconnaître une innovation tout en rappelant à qui on la doit vraiment évite de froisser le comité Nobel mais remet les choses à leur place : oui, ces personnes auraient pu être nommées, si les circonstances avaient été autres.



Car la détresse des survivants est fondée sur la crise qui secoue le monde en ce moment et que le comité Nobel ne peut faire semblant d'ignorer : 0,3% de ces vaccins sont allés à des pays à bas revenus. Quelques 3 millions de vies ont été perdues. C'était évitable. Türeci et Şahin ne s'en sont pas préoccupés. Sinon, pourquoi avoir refusé de mettre à disposition de la plateforme de l'OMS la « recette » de leur vaccin, permettant ainsi sa production par des fabricants qualifiés du monde entier, sous leur haute surveillance ? Pourquoi ne pas avoir répondu présent quand l'Afrique du Sud et l'Inde ont déposé leur demande à l'OMC ? Pourquoi avoir mis leur monopole au-dessus des vies humaines ?

La lettre ouverte a aussi été envoyée aux deux intéressés. *The People's Vaccine* demande qu'ils ne soient pas nommés, sauf si, dans un élan improbable de générosité et de clairvoyance, ils décident de changer de cap et de partager leur brevet, leur technologie et leur savoir-faire. « Nous avons beaucoup de respect pour votre exploit scientifique », disent les signataires de la lettre, « mais nous n'éprouvons rien d'autre que du désespoir pour votre échec de partager cette science avec le monde ». Türeci et Şahin doivent mettre à la disposition du pool d'accès à la technologie que l'OMS a mis en place en Afrique du Sud leur propriété intellectuelle et le reste. « Utiliser leur pouvoir extraordinaire pour sauver des millions de vies dans tous les pays du monde ».

Parmi les signataires, on retrouve, à part les survivants, beaucoup de soignants, des participants aux essais cliniques et des personnes endeuillées à cause de la COVID19. Leurs pays de provenance sont divers, y compris des pays de l'UE (même la France et l'Allemagne). Certains ont souhaité demeurer anonymes ou révéler seulement leur prénom à côté de leur statut et de leur pays. 202 signatures, un tour du monde des 5 continents.

La lettre est diffusée sur le fil Twitter de *The People's Vaccine*, reprise par plusieurs autres fils dont celui de la militante sud-africaine Fatima Hassan.

Comité Nobel, n'oubliez pas que découvertes scientifiques, éthique et humanisme vont de pair et se situent au delà de la cupidité et des profits.

<https://peoplesvaccinealliance.medium.com/open-letter-to-the-nobel-prize-committee-755f61747c2e>

Mise à jour suite à l'attribution des prix Nobel :

Le comité Nobel semble avoir compris que ce n'était pas opportun (ni recommandé pour sa réputation) de se compromettre avec ces deux chefs d'entreprise. On n'a plus entendu parler d'eux. Heureusement. Mais si l'idée qu'ils auraient pu être candidats à cette si haute distinction a émergé, c'est que leurs appuis sont puissants et dépassent le monde de l'entreprise pour infiltrer celui de la recherche scientifique. Vigilance.



Moderna est pour le partage du savoir-faire et de la technologie, mais seulement sous son contrôle

L'entreprise l'a annoncé triomphalement sur Twitter le 7 octobre, par la voix de son PDG, le Français Stéphane Bancel, dont nous avons déjà parlé dans notre *Fenêtre* n°13 : elle est « déterminée à étendre [son] impact sociétal (sic) » en investissant dans une infrastructure de savoir-faire dédiée à l'ARN messenger « en Afrique ». Elle dit également travailler à « augmenter sa capacité » de livraison de vaccins puisque la pandémie se poursuivra en 2022 et promet que la nouvelle infrastructure servira à « fabriquer notre vaccin anti-COVID19, ainsi que d'autres produits appartenant à notre portefeuille ARN messenger ».

L'annonce est suivie d'une phrase sur la « mission » de l'entreprise : avoir « un impact transformateur sur les vies humaines grâce à [ses] médicaments ». Mais aucune mention d'une volonté de partage ou d'ouverture à d'autres de la future infrastructure, pas de précision non plus sur l'éventuelle facturation de ses services. On suppose qu'une infrastructure créée par Moderna sera gérée principalement par elle, sans beaucoup d'intervenants extérieurs dans sa gouvernance : comment les décisions seront-elles prises ? Comme au conseil d'administration des multinationales, où les « petits » actionnaires n'ont pas leur mot à dire et se retrouvent le plus souvent dans le rôle de « victimes » bien consentantes des grands qui font la loi ?

Les réactions sont nombreuses, depuis que la militante sud-africaine Fatima Hassan a remis les pendules à l'heure : il n'y a aucun besoin de nouvelle création ; Moderna semble ignorer l'existence d'un « hub » mis en place par l'OMS et l'Afrique du Sud, destiné précisément au partage du savoir-faire et de la technologie. D'ailleurs, plusieurs internautes demandent une précision essentielle qui manque dans l'annonce : « l'Afrique n'est pas un pays, mais un continent ; dites-nous dans quel pays vous allez implanter votre infrastructure ». D'autres semblent avoir pris conscience que cette annonce vient bien tardivement : « combien de temps la production va-t-elle prendre ? De combien de temps le monde dispose-t-il ? Il est à craindre que nous n'ayons plus assez de temps ».

Bien entendu, le fil Twitter de l'alliance *The People's Vaccine* et celui avec le hashtag *#EndVaccineApartheid* pensent que l'annonce sert la communication de l'entreprise qui occulte opportunément son opposition à la levée des brevets. Et pour cause : si elle met en place une plateforme pour son propre savoir-faire, elle s'en servira pour dire qu'elle a accompli son devoir envers l'humanité (et surtout envers les pays pauvres) sans avoir besoin de concessions qui lui coûteraient de l'argent.

La critique se fait avec ironie : « vos projets sont-ils aussi flous au point de ne pas savoir où, en Afrique, vous allez implanter votre plateforme ? ».

Car la vérité est que Moderna ne dit rien de précis. Peut-être faut-il mettre cette imprécision sur le compte du « secret des affaires », emblème de bien d'entreprises, surtout des multinationales qui pensent que l'ouverture les délestera de leurs profits. Mais personne n'est dupe : une annonce n'est pas un début de construction de plateforme ; Moderna a besoin d'améliorer son image ; elle s'inscrit dans la lignée de plusieurs pays riches annonçant des « dons de vaccins », ce qui les exonère d'une prise de position claire sur la levée des brevets et de partage *public* du savoir-faire. L'annonce ne contribue en rien à sortir de l'impasse les négociations à l'OMC.

L'augmentation des profits des multinationales qui produisent les vaccins anti-COVID semblent choquer même les félins, qui sortent leurs griffes : l'alliance *The People's Vaccine* a mis sur Twitter un beau félin poilu qui s'indigne qu'on l'appelle « gros » car le véritable « gros » est Pfizer !

Comme l'exprime le titre d'un article de notre vigie vaccinale Thomas Lemahieu dans *L'Humanité* du 4.10.2021, il ne faut plus « laisser *Big Pharma* faire la loi ». Ce sera possible à condition que des mobilisations massives et rassembleuses exercent des pressions et établissent un rapport de forces.

Ce combat, mené depuis plus d'un an en Europe et dans le monde, mérite de devenir notre priorité.

L'annonce du PDG de Moderna sur Twitter :

https://twitter.com/moderna_tx/status/1446006845643046916/photo/1

L'article de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* :

<https://www.humanite.fr/acces-aux-medicaments-ne-plus-laisser-big-pharma-faire-la-loi-cest-possible-722504>

PFIZER MAKES \$1600 PER SECOND ON VACCINE SALES



**AND Y'ALL
CALL ME
A FAT CAT**

Moderna ne vend qu'aux riches

Le *NYTimes* du 9.10.2021 publie un article révélateur sur Moderna, l'accusant de se lancer dans la course au profit et de rendre ainsi son vaccin inaccessible aux pays pauvres. Seulement un million de doses sont allées aux pays classifiés comme pauvres par la Banque mondiale (Pfizer : 8 millions ; Johnson & Johnson : 25 millions). Le PDG Stéphane Bancel trouve cela « triste », mais ne fait rien pour changer la situation, sauf promettre d'investir pour accélérer la production.

Après avoir encaissé les milliards d'aides états-uniennes pour la recherche, ainsi que 1,5 milliard pour les commandes, Moderna « module » le prix de son vaccin selon les quantités commandées, et non selon le revenu du pays qui commande. Et elle n'a pas honte de le dire !

Moderna a promis des vaccins à l'Union africaine, livrables seulement après que les autres commandes seront satisfaites. Grâce à son vaccin, elle a augmenté son chiffre d'affaires qui a atteint 60 millions de \$ en 2019 et sera d'au moins 20 milliards de \$ en 2020. Son PDG et deux de ses hauts dirigeants sont classés par le magazine *Forbes* parmi les 400 personnes les plus riches du monde.

L'entreprise a promis des doses à COVAX : 24 millions en 2021, 466 millions en 2022. Mais Aurélia Nguyen, l'une des responsables de la plateforme, déclare qu'elle n'en a pas encore vu la couleur. La Tunisie a essayé de négocier, mais n'a pas réussi à contacter Moderna, malgré la médiation de l'ambassade des États-Unis. La Thaïlande paiera 28 \$/dose pour un million de doses livrables début 2022. C'est plus cher que ce qu'ont payé les États-Unis (16,50 \$) et l'UE (25,5 \$). Le Botswana paiera 29 \$/dose. On les lui avait promises pour août, pas livrées. La Colombie a payé 30\$/dose. Elle attendait la livraison en juin, mais celle-ci s'est étalée d'août jusqu'à vendredi dernier.

Moderna n'est pas là pour aider le monde, ni pour contribuer aux avancées de la recherche scientifique sans une très généreuse contrepartie. Son but est de faire de l'argent. C'est pour que ce genre de capitalistes soient hors d'état de nuire qu'il devient vital de lever les brevets, partager le savoir-faire et la technologie, réquisitionner les moyens de production et fabriquer les vaccins à distribuer partout où les populations luttent encore désespérément contre la COVID19 avec très peu de moyens.

<https://urlz.fr/gBCL>

L'Amérique latine manque de vaccins

Selon le *NYTimes* du 7.10.2021, les pays riches qui avaient les moyens de payer et ont acheté des vaccins privent les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes des doses nécessaires que COVAX était censé leur procurer.

C'est l'OMS qui l'a dénoncé, étant dans l'impossibilité de mener à bien les engagements de son programme dont les objectifs pour cette région étaient pourtant modestes : vacciner 20% de la population. Mais cela présupposait que COVAX pourrait livrer la totalité des doses prévues. Or aujourd'hui il n'en a livré que 30%, selon le Dr Jarbas Barbosa, directeur adjoint de la *Pan American Health Organization*, la branche régionale de l'OMS. « Les fabricants de vaccins ne donnent pas la priorité à COVAX, mais aux accords bilatéraux », dénonce-t-il. Ces accords, non encadrés, permettent aux multinationales d'augmenter les prix et de gagner de l'argent au détriment des pays qui attendent.

En Afrique, seuls 9 des 54 pays ont rempli leur objectif de vacciner 10% de leur population fin septembre. En Amérique latine et Caraïbes, COVAX met l'accent sur les pays les plus pauvres comme la Jamaïque, le Nicaragua et Haïti. Mais c'est insuffisant, c'est pourquoi la *Pan American Health Organization* veut diversifier son portefeuille de vaccins via des accords bilatéraux avec la Chine (Sinopharm et Sinovac) et AstraZeneca. Mais cela reste insuffisant. Dans la région, les inégalités entre pays demeurent très importantes. Cuba, le Chili et l'Uruguay ont des taux de vaccination parmi les plus hauts du monde, Cuba grâce à ses propres vaccins et malgré le blocus états-unien très préjudiciable pour son économie (cf. *Fenêtres* n°16 et n°23). Mais c'est tout.

Certes, dans l'urgence, la directrice de la *Pan American Health Organization* Carissa Etienne appelle aux dons de la part des pays riches de la région. C'est mieux que rien, mais cela ne couvre en aucun cas les besoins. D'ailleurs, les promesses de dons de la part des États-Unis et du Canada ne se traduisent pas si automatiquement et rapidement en dons effectifs.



Le « chacun pour soi » continue. Tandis qu'en Israël, et même dans l'Union européenne, on en est déjà à l'ouverture des plateformes de « troisièmes doses » de vaccins soit pour une partie, soit pour l'ensemble de la population, le monde n'a pas assez de vaccins pour couvrir ses besoins.

Il est évident que COVAX n'a pas réussi à atteindre ses objectifs et suscite aujourd'hui bien des déceptions, à la mesure des espoirs nés à ses débuts. Mais il est aussi évident que le « soutien » que les pays riches lui procurent reste symbolique au niveau financier et qu'aucun d'entre eux ne s'engage sincèrement en faveur de la mutualisation des moyens, ni de la levée des brevets, ni de l'ouverture de la production dans tous les pays du monde grâce au partage du savoir-faire et de la technologie.

Combien de manifestants pour ces causes ?

<https://urlz.fr/gBCN>



Vaccinez les réfugiés et migrants, avec ou sans papiers

Furaha Asani est une chercheuse post-doctorale en immunologie qui vit aujourd'hui au Royaume-Uni. Elle a entre autres publié en ligne un guide pratique pour « un programme d'enseignement sur le VIH ». En plus de ses activités scientifiques, elle est très engagée pour la justice sociale et l'accès équitable à la santé et aux soins. Étant elle-même migrante et n'ayant obtenu que récemment son titre de séjour à la suite d'un procès, l'une de ses préoccupations est la vaccination des migrants et réfugiés, surtout s'ils n'ont pas de papiers.

Furaha a publié un article émouvant sur ce sujet le 2.10.2021 sur le site d'information en ligne *Medium*. Tiré de son expérience, cet article, même s'il parle essentiellement du pays où elle vit et travaille, pose la question de la vaccination de ceux qu'elle appelle « les migrants précaires » partout dans le monde. Nous en avons déjà parlé dans les *Fenêtres* n°17 et n°19.

Quand les vaccins ont fait leur apparition, Furaha a mis un point d'honneur à les « démystifier » comme elle dit, utilisant ses compétences scientifiques et diffusant en ligne des informations accessibles au grand public. Elle était pleine d'espoir, mais aussi de crainte. Car, outre sa conscience que les pays riches s'approprient les doses en privant la majorité de la population mondiale, elle ne savait pas si, même dans ces pays riches, en l'occurrence au Royaume-Uni où elle vit, les « migrants précaires » allaient être autorisés à se faire vacciner.

C'était l'époque où elle faisait face à une menace d'expulsion contre laquelle elle avait introduit un recours au tribunal. Elle n'avait pas droit au NHS (*National Health Service*), car seules les personnes vivant légalement sur le territoire peuvent y prétendre. Son premier réflexe a été de pousser autant que possible tous ceux qui avaient accès au NHS à se faire vacciner pour atteindre un haut degré d'immunité et protéger ainsi les autres qui, comme elle, se trouvaient exclus. Mais son principal combat était - et demeure - la vaccination des « marginaux ».

Furaha pense qu'il n'y aura pas de « retour post-vaccinal à la vie en société » pour ceux qui sont privés de vaccin à cause de leur statut d'immigration qui les prive de l'accès universel à la santé. Pour elle, « l'équité universelle en matière de santé signifie que les trois parties, les travailleurs, les systèmes et les usagers, sont couverts de façon optimale ». Être couvert signifie avoir un accès égal aux ressources, c'est-à-dire aux vaccins. Exactement ce que Furaha et ses semblables ne sont pas sûrs d'avoir.

Furaha souffre de troubles anxieux chroniques qui se sont amplifiés quand elle a émigré. Elle a besoin d'un traitement mais ne pouvait pas l'avoir *via* le NHS puisqu'elle n'était pas immatriculée. Elle ne pouvait pas non plus se l'acheter avec son petit salaire de post-doc. Elle a dû dépendre des dons de médicaments pour « rester en vie pendant ces années » comme elle dit. Elle sait donc que les « dons » de vaccins peuvent momentanément avoir un effet salutaire, mais ne résolvent pas la situation du partage des connaissances, ni n'éradiquent le nationalisme vaccinal.

Son anxiété s'est muée en une sorte de « cyberchondrie » avec la COVID19 : « recherche incessante en ligne des symptômes et de leur signification », grande peur aussi de ce qu'elle allait devenir si elle attrapait la COVID19 et avait besoin d'hospitalisation. Elle avait entendu dire que des cliniques dénonçaient les migrants quand ils allaient s'y faire vacciner. Elle tremblait aussi de perdre son procès et de se faire expulser.

Début 2021, la règle a changé : toute personne désireuse de se faire vacciner peut aller se faire enregistrer chez un généraliste sans pièce d'identité, ni adresse. Furaha ne s'est pas fait prier : elle y est allée en courant. Quelques jours après, elle a reçu son papier de rendez-vous, heureuse d'être classée prioritaire à cause de sa pathologie. Ce bonheur a été suivi d'un autre : Furaha a gagné son procès, elle peut donc continuer ses recherches et son enseignement à l'université. Plus besoin de se cacher. Elle dit faire partie des « privilégiés » et elle a raison : 62% des cabinets des généralistes ont refusé d'enregistrer les « migrants illégaux ». Le NHS qui avait décrété qu'ils devaient accepter tout le monde n'a rien dit. Peut-être les « illégaux » couraient-ils moins de risque de contamination que les « légaux » ? Tous égaux face à la pandémie ?

Furaha rappelle que le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU avait dénoncé en juin dernier les barrières vaccinales persistantes ; elle avait demandé que l'inclusion des réfugiés aux systèmes de vaccination devienne une réalité tangible. Bien des barrières sont encore dressées contre les « migrants précaires ». Furaha, qui se dit chrétienne croyante, propose que les églises deviennent des « centres de vaccination pop-up » pour ces populations qui n'iraient pas ailleurs par peur d'avoir des ennuis. Car des centres de vaccination (non seulement au Royaume-Uni) ont ouvertement exclu les migrants et n'ont pas eu honte de le déclarer.

Quand on lit Furaha, qui a vu « des frontières se fermer » sur elle légalement et mentalement à cause de son statut de migrante, on comprend son angoisse pendant la pandémie : n'avoir nulle part où aller mais être menacée d'expulsion quand le monde se confine a aggravé sa pathologie.

Cependant, elle ne se dit pas opposée à ce que certains voient comme une sorte d'exclusion, à savoir la demande d'un certificat sanitaire pour voyager : « j'ai ma carte de vaccination contre la fièvre jaune et la montre quand il faut ; en tant que chercheuse en sciences biologiques, mes vaccinations ont toujours été

à jour, ce qui m'a permis de travailler en toute sécurité dans des labos traitant de certains pathogènes ; je comprends que les gens ont besoin de se sentir protégés quand ils accèdent à certains endroits. Mais c'était stressant de penser à des frontières potentiellement fermées surtout pour des migrants précaires déjà marginalisés qui veulent pourtant recevoir le vaccin anti-COVID mais n'y ont pas accès ».

Furaha est jeune et, comme sa génération, n'avait jamais fait l'expérience d'un tel désastre avant la pandémie. Pour une anxieuse pathologique comme elle, c'était très dur. Elle entend dire que les gens veulent « retourner à leur vie normale ». Elle les comprend, mais les exhorte aussi de ne pas oublier que cette « vite normale » acquise pour beaucoup grâce au vaccin n'est pas donnée à tous. Elle pense aux migrants comme elle, mais aussi aux personnes en situation de handicap et à tous les « marginaux » de l'ère pré-pandémique.

C'est pour eux qu'elle milite avec tous ceux qui dénoncent ces injustices « depuis des lustres ». Pour toutes ces personnes obligées pour diverses raisons de vivre une vie de « confinement forcé » même avant la pandémie. Furaha a fait « le choix de l'espoir » pour « la société mondiale qui émergera de la pandémie ». Mais elle n'est pas naïve : ayant lutté pour elle-même et ses semblables, elle demande que cet espoir se manifeste de façon tangible et matérielle. À commencer par l'accès universel aux vaccins.

<https://furaha-asani.medium.com/for-some-of-us-there-will-be-no-post-vaccine-return-to-society-ff9f0d5b3a15>



Internationale de l'éducation (IE)

Honneur aux syndicalistes et collègues dont la COVID19 a fauché la vie

À l'occasion de la « journée internationale des enseignants » le 5 octobre, l'IE a mené des actions militantes et mémorielles.

Susan Hopgood, la présidente de l'IE, invitée à parler à la conférence « COVID19 : ce que les employeurs doivent savoir sur la vaccination et la prévention » a insisté que les organisations syndicales doivent être consultées (le terme le plus approprié est « écoutées ») si les gouvernements veulent garantir une reprise effective et équitable. Pendant la pandémie, l'engagement des enseignants (au sens large du terme, incluant tout le personnel de l'éducation à tous les niveaux) n'a pas failli. C'est pourquoi de nombreuses victimes sont à déplorer.

Susan Hopgood pense que le bilan de l'impact de la pandémie sur « nos élèves, nos communautés et nos enseignants a rarement été couvert » par les médias, tandis que les chiffres de la pandémie ont bénéficié d'une large diffusion. C'est l'occasion de rappeler que l'écrasante majorité des pertes humaines auraient été évitables avec un accès équitable et universel à la vaccination.

Le risque, selon la présidente de l'IE, est toujours présent, puisque les enseignants « sont en contact quotidien avec la partie de la population la moins vaccinée, les enfants ». D'où l'engagement clair de l'IE pour la levée des brevets, car, selon une étude, « plus que la moitié du monde est susceptible de contrac-

ter le virus jusqu'à la fin de l'année, avec une transmission et une diffusion significative en 2022 ». Autant dire que l'impression donnée dans certains pays que la vie « normale » reprend est trompeuse.

À part répéter les dégâts de l'enseignement virtuel qui n'est pas un véritable enseignement et est impossible quand « la moitié du monde n'a pas internet », Susan Hopgood met en garde contre l'abandon des études, notamment de la part des filles, qu'on ne va peut-être jamais faire revenir.

Pour souligner l'engagement du personnel de l'éducation aux côtés des communautés et des élèves souvent au péril de sa vie, l'IE a pris une très bonne initiative : la création d'un site internet dédié à celles et ceux que « nous avons perdus à cause de la pandémie ». Leurs portraits, leur pays et leur appartenance syndicale et professionnelle y figurent, dans une longue et émouvante litanie de « tu ne seras pas oublié » et de « repose en paix », avec le hashtag *#TeacherTribute*. Des visages souriants de toutes les couleurs, des hommages dans toutes les langues.

Ce site reflète les inégalités vaccinales qui ont coûté la vie à bien des collègues et que Susan Hopgood a dénoncées : une majorité de défunts provient d'une minorité de pays. Beaucoup de l'Afrique du Sud, où l'on rappelle pour plusieurs disparus les combats menés contre l'apartheid ; plusieurs de l'Iran, à part égale hommes et femmes, dont une enseignante qui a bravé le pic de la pandémie et a fait cours dans un parc pour des élèves afghans privés d'école ; de nombreuses victimes d'Argentine, de Colombie et de quelques autres pays de l'Amérique latine, y compris le Brésil. Un Brésilien apparaît non seulement comme enseignant et syndicaliste, mais surtout comme membre de la communauté autochtone Taxi. Il enseignait à l'école publique autochtone *Madre Conceição Dias* et militait pour les droits de son peuple.

On est atterré de voir une majorité de collègues jeunes, entre 40 et 60 ans, hommes et femmes. De nombreux cadres syndicaux. Les dates de décès s'échelonnent jusqu'à aujourd'hui, preuve que la pandémie sévit toujours dans le monde, même si elle est peu active et mortelle en Europe où une majorité de personnes sont vaccinées.

Ne pas oublier. C'est l'objectif de ce site. Peut-être faudrait-il un complément : ce site sera d'autant plus réussi qu'il se remplira de moins en moins au fil du temps. Il préservera la mémoire des camarades perdus, mais montrera aussi la régression de la pandémie au fur et à mesure que la justice vaccinale deviendra une réalité.

Susan Hopgood devant les employeurs :

<https://urlz.fr/gBCO>

Le site mémoriel de l'IE :

<https://www.teachercovidmemorial.org/>



États-Unis

Les syndicats des policiers intentent des procès contre l'obligation vaccinale

Les très corporatistes syndicats des policiers états-uniens ont un grand pouvoir de contrôle sur l'ensemble des forces de l'ordre, qu'elles soient municipales, des états ou fédérales. Ils font bien « la police » dans la police, tout en défendant, comme tout syndicat, des intérêts professionnels. Ils se sont illustrés de façon négative lors des protestations qui ont suivi l'assassinat de George Floyd, qui demandaient de « dé-financer » la police coupable de discriminations racistes. Les citoyens avaient alors exprimé leurs craintes : si la police ne les protège plus des (vrais) délinquants et criminels, alors qui les protégera ?

Et voilà que ces syndicats, dans plusieurs états ou villes, ont déposé des plaintes et traînent les autorités en justice quand ces dernières obligent leurs employés, dont les policiers, à se faire vacciner et à porter leur masque.

Comme l'explique l'article du quotidien *The New Republic* (TNR) du 6.10.2021, leur principal argument est que cette mesure conduira à des démissions massives compromettant la sécurité publique. C'était le même argument que ces syndicats avaient utilisé pour stopper toute velléité de réforme qui régulerait le pouvoir de la police. Or, selon TNR, ces démissions étaient presque nulles et les départs de quelques agents étaient plutôt motivés par le désir de prendre leur retraite pour se reposer d'un métier pénible.

THE NEW REPUBLIC

Dans le Massachusetts, la SPAM (*State Police Association of Massachusetts*) a fait en septembre un procès au gouverneur pour « dommage irréparable » causé par son décret d'obligation vaccinale. « Des dizaines d'agents ont déjà déposé leur démission », a précisé le syndicat, et cela s'ajoute au manque chronique de personnel. Le gouverneur aurait donc dû se sentir coupable de laisser ses administrés sans protection. TNR a fait sa petite enquête : une seule démission avait pour cause l'obligation vaccinale ! La SPAM a perdu son procès.

À Denver, un groupe de sept policiers a initié un procès contre la municipalité en l'accusant de « malhonnêteté » : « tout le monde nous pousse à nous vacciner sans peser les risques et les bénéfices pour chacun d'entre nous individuellement ». TNR révèle que... quatre de ces sept plaignants avaient déjà obtenu des exemptions pour des raisons supposées recevables...

À Los Angeles, les policiers ont aussi fait un procès à la municipalité, mais, craignant peut-être de le perdre, ils ont massivement déposé des demandes d'exemption pour des raisons religieuses. Cette exemption est une bizarrerie qui existe aux États-Unis et en Israël entre autres, mais les autorités, constatant ses dérives, tentent de la limiter. Parmi les policiers du *Los Angeles Police Department* (LAPD), pendant que certains s'occupaient de leurs dossiers religieux, 2.500 autres étaient positifs à la COVID19...

Le chef de la *Chicago Fraternal Order of Police* s'est exprimé dans les médias avec un langage « fleuri » mettant en cause le maire : « que va-t-il faire quand 400 ou 500 policiers vont dire “je t'emm***”, je reste à la maison, ne me paie pas, tu ne me feras pas recevoir ce fuc*** vaccin. On se verra au tribunal » ?

Et, n'ayant pas peur de l'hyperbole, il a continué : « nous ne voulons pas être forcés de faire quoi que ce soit. Ce n'est pas l'Allemagne nazie ici ». Le maire de Chicago ne s'est pas laissé intimider comme celui de San José, qui a eu peur du procès et a retiré son obligation.

Les syndicats des policiers connaissent très bien la chanson. Les procès sont leur pain quotidien dans un pays où tout se règle devant les tribunaux. Les policiers, comme partout, savent aussi manipuler les statistiques de la délinquance pour faire peur. Ils sont très écoutés par les autorités locales, soucieuses de la tranquillité publique. Mais peu d'entre elles étaient montées au créneau pour « policer » leur police quand celle-ci tirait de préférence sur les personnes de couleur.

Aujourd'hui ces autorités obligent les policiers à se faire vacciner et à porter le masque, considérant que c'est une mesure de salubrité publique. On voit que les États-Unis ont encore des taux de contamination élevés dans certains états où le taux de vaccination est faible et les autorités laxistes. Mais les policiers ont l'air d'ignorer cette réalité. TNR conclut que ces procès sont la preuve qu'ils veulent continuer à être au-dessus des lois. Drôle d'aspiration de la part des agents dont le métier c'est précisément de faire respecter la loi.

https://newrepublic.com/article/163877/vaccine-mandates-police-unions?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=tnr_daily

Bonne nouvelle post-pandémique : les luttes des travailleurs se multiplient et réussissent

Les entreprises, aux États-Unis mais aussi dans bien d'autres pays, se plaignent d'un manque de candidats au recrutement en cette période où les affaires reprennent après leur arrêt obligatoire pendant les confinements et semi-confinements. Mais ce supposé « manque » ne tient pas compte des salaires et des conditions de travail offerts aux futurs travailleurs.

Comme nous l'avons déjà signalé dans notre *Fenêtre* n°21, la pandémie a servi à de nombreux travailleurs qui se sont retrouvés en arrêt de travail forcé ou en travail à distance dégradé : se poser des questions sur son métier, sur le sens de son travail et ses conséquences y compris pour la vie quotidienne et familiale, sur le temps de travail, sur les concessions qu'il vaut la peine de faire pour gagner sa vie, ou, inversement, sur les lignes rouges à ne pas franchir au risque de « perdre sa vie à la gagner », selon la formule consacrée.

Un article de *The New Republic* (TNR) du 8.10.2021 relate les luttes des travailleurs, nombreuses en ce moment aux États-Unis, les considérant comme le résultat de cette remise en question née de la pandémie. Être confiné ou obligé de travailler pendant que les autres sont confinés, faire face à des situations inédites et y remédier a aidé à acquérir une nouvelle conscience de ce qu'on veut ou qu'on ne veut pas pour son travail.

Pendant la pandémie, on parlait tout le temps du « travail essentiel » : « pas celui de Wall Street, mais plutôt celui qui fait marcher nos hôpitaux, nos magasins d'alimentation, notre courrier, notre vie quotidienne », poursuit TNR. Ces travailleurs font aujourd'hui grève. Ils réclament des contrats de travail justes et des salaires décents. Cela se passe dans plusieurs grandes entreprises renommées comme Burger King ou Kellogg's. C'est une autre « épidémie » qui se répand dans le pays, d'un lieu de travail à un autre, dans une belle émulation. « C'est en réalité le pouvoir des travailleurs en action », selon le titre de l'article de TNR.

Certes, tout ne marche pas toujours. TNR rappelle qu'en février dernier Amazon avait mis les grands moyens et empêché finalement les travailleurs de Bessemer (Alabama) de créer un syndicat. Mais aujourd'hui même l'administration fédérale, par la voix du Président Biden, dit soutenir les syndicats et encourager les travailleurs à y adhérer. L'administration veut aussi aller plus loin : obliger les entreprises à rendre des comptes sur la façon dont elles traitent (et paient) leur personnel. Elle veut aussi accorder,

via le fameux plan *Build Back Better* (celui que les Républicains essaient à tout prix à faire échouer, car il coûterait trop cher...) des subventions aux travailleurs et aux familles, des aides pour des congés maladie et parentaux, ainsi que pour la garde des enfants afin que les parents puissent retourner travailler sans perdre une bonne partie de leur salaire à payer les nourrices ou les crèches.

Le public semble pris de sympathie envers les syndicats et les syndicalistes : selon TNR, ce « capital sympathie » est le plus élevé depuis des décennies !

Le *Bureau of Labor Statistics*, organisme fédéral d'études statistiques, qualifie de « grande grève » celle où les grévistes dépassent les mille. En 2020, il en a compté neuf, avec 28.000 participants. En 2021, il en compte douze, avec 22.300 participants, et l'année n'est pas encore finie. Des grèves sont encore en préparation, comme celle, très médiatisée, du personnel technique et de production d'Hollywood (quelques 65.000 personnes), de *Kaiser Permanent Workers* (37.000 personnes) et du syndicat UAW (*United Automobile Workers*), affilié à l'entreprise John Deere (10.000 personnes). Ces derniers ont rejeté



une sorte de « contrat » proposé par leur entreprise et ont demandé de nouvelles négociations. Si elles n'aboutissent pas, la majorité d'entre eux se disent prêts à la grève, qui n'a pas eu lieu chez John Deere depuis... 1986. C'est dire combien la pandémie a rendu les travailleurs exigeants et courageux.

Une autre statistique qui mesure les conflits de travail en général (non seulement les grèves) en a compté 100 en 2021 jusqu'en octobre (deux fois plus qu'en 2020). Certains disent même que ces statistiques sous-estiment le nombre de luttes, mais, selon TNR, ce qui importe n'est pas tellement de donner le chiffre exact, mais de constater leur multiplication et, surtout, la dynamique qui monte dans le secteur privé. Certes, il s'agit de grandes entreprises où les syndicats ont beaucoup d'adhérents, mais avant la pandémie ils étaient peu mobilisés : « ils reprennent le flambeau là où les enseignants l'avaient laissé avant la pandémie », constate TNR. C'est vrai : lors des réunions de l'IE, nos collègues syndicalistes d'outre-Atlantique ont relaté leurs actions revendicatives massives et impressionnantes, comme la campagne *Red for Ed* où ils ont défilé tout de rouge vêtus pour exprimer leur colère.

Comme chez John Deere, les grèves sont un moyen de pression. Les travailleurs savent bien que le patronat a besoin d'embaucher, mais refusent maintenant d'accepter n'importe quel poste. La pandémie leur a fait prendre conscience de leur force s'ils sont unis et syndiqués. Pas question de n'importe quels salaires ou conditions de travail, quitte à passer des semaines ou des mois à négocier.

Cette « gémellité » des luttes et des négociations est le signe encourageant qu'une « réelle solidarité de la classe travailleuse » est en train de se construire aux États-Unis. TNR encourage ses lecteurs à y participer : « peut-être un piquet de grève ou une mobilisation existent-ils près de chez vous. Rejoignez-les ».

Cela fait plaisir de revoir le soleil après la noirceur des longs mois de pandémie !

https://newrepublic.com/article/163936/america-midst-dramatic-labor-resurgence?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=tnr_daily

Espagne

Première mesure significative post-pandémique : augmentation des salaires

Cet automne semble assurément profiter aux travailleurs espagnols, après plus d'un an de pandémie. Suite à des négociations entre le gouvernement et les deux confédérations syndicales CC.OO et UGT, qui se qualifient de « syndicats de lutte » et travaillent souvent ensemble, un accord a été signé pour augmenter le SMI (salaire minimum interprofessionnel, l'équivalent du SMIC) pour le porter à 965€ depuis le 1er septembre. Cela correspond à une augmentation de 15€/mois et constitue la première étape de l'accord qui prévoit une augmentation progressive en 2022 et 2023 pour atteindre 1.049€.

C'était une promesse électorale du gouvernement : le SMI devait correspondre à 60% du salaire médian à la fin de la mandature. Le 1,5 million de travailleurs payés au SMI attendent impatiemment son accomplissement.

Selon le mensuel *Mundo Obrero* (septembre 2021) qui, malgré son soutien à la ministre du travail Yolanda Díaz, soutient toujours les luttes des travailleurs, cette augmentation fait partie d'un ensemble de mesures législatives qui font elles-mêmes suite aux mesures de soutien des travailleurs pendant la crise pandémique. On note d'ailleurs que ce soutien a eu des effets positifs sur l'économie durant la pandémie, comparé à la « crise » de 2008 (celle où l'UE a frappé d'une main de fer les pays du sud européen, les considérant comme dispendieux) : en 2009, le PIB espagnol a chuté de 4,9% et les affiliations à la Sécurité sociale de 6,69%, ce qui signifie que ces travailleurs se sont retrouvés au chômage ; en 2020, la chute importante de 21,51% du PIB n'a provoqué que 4,38% de désaffiliations.

Quand on entend, en France, proclamer « la fin du “quoi qu'il en coûte” » pour relancer l'économie, on se dit qu'ailleurs c'est son maintien qui contribue à la relance.

Mais ce sont surtout des choix politiques, qui font suite à des luttes et des négociations syndicales. Yolanda Díaz a certes défilé le 1er mai avec les syndicats en disant qu'une ministre du travail y avait sa place (cf. *Fenêtre* n°21), elle aurait pu en rester à l'image folklorique sans l'implication forte des intéressés.



Le SMI de 735€ n'avait pas augmenté de façon significative depuis trois ans. Certes, 965€ tout de suite est une grande avancée, mais les syndicats continuent de dire que cette somme ne permet pas de vivre décemment, surtout que le monde du travail a été frappé par la pandémie et que la précarité est grande en Espagne.

Cependant, même cette somme est considérée comme exorbitante par le patronat qui crie que les entreprises ne pourront pas la supporter car elle les empêchera de « se relancer » après la pandémie. Elles oublient les aides reçues pour faire face aux fermetures pendant les confinements, les fameux ERTE (*Expedientes de Regulación Temporal de Empleo*), sorte de chômage partiel, créés en 2011 suite à la crise de 2008 et ravivés en 2020. En 2011, ils ont maintenu dans l'emploi 60.000 personnes ; en 2020, 3,5 millions de personnes !

Comme en France, le télétravail a été une mesure nécessaire pour protéger les travailleurs et sauver des emplois pendant les confinements. Mais comme en France, il n'était pas encadré et ne permettait pas de garantir les droits des travailleurs. C'est pourquoi il est maintenant encadré par la loi qui prévoit pour tous les télétravailleurs une prise en compte des coûts, le droit à la déconnexion et l'obligation pour les employeurs de garantir les droits des syndicats *via* des formes appropriées de négociations collectives.

L'Espagne étant un pays pionnier en termes des droits des femmes en général et des femmes au travail en particulier, suite à la pandémie qui a fortement impacté les femmes à la maison et au travail (quand la maison est devenue le lieu de travail), de nouvelles mesures législatives d'égalité salariale sont prises, contraignantes pour les employeurs. C'était la demande des CC.OO et de l'UGT.

Bien sûr il ne suffit pas de voter des lois pour que les choses changent. Cette embellie post-pandémique doit se confirmer. L'article de *Mundo Obrero* conclut sur la nécessité, pour la classe travailleuse, de se mobiliser dans la rue pour faire appliquer l'accord. Les luttes syndicales seront un contrepoids aux pressions exercées par le patronat et les forces néolibérales aux parlementaires et au gouvernement : le rapport des forces doit peser dans le bon sens.

Merci aux syndicats espagnols d'avoir ouvert la voie.

L'article sur l'accord salarial :

<https://www.mundoobrero.es/pl.php?id=11847>

Le détail des mesures législatives post-pandémiques :

<https://www.mundoobrero.es/pl.php?id=11905>

L'annonce de la hausse du SMI sur le site des CC.OO :

<https://urlz.fr/gBCQ>



Grèce

Dans quelles conditions les universités rouvriront-elles ?

Les universités grecques n'ont eu d'égards de la part de leur ministre de tutelle que pour être peuplées de... policiers. Malgré les protestations (cf. *Fenêtre* n°19), en pleine pandémie, la « police des facultés » est presque la seule mesure substantielle que la ministre de l'éducation nationale s'est empressée d'appliquer. Pour le reste, comme la pandémie est encore assez active en Grèce remplissant les unités de soins intensifs des hôpitaux, un mois avant la rentrée universitaire, le ministère n'avait pas encore donné des instructions claires. Après un an et demi de fermeture, où l'enseignement s'est fait à distance, pénalisant les étudiants et les enseignants, le ministère n'avait pas répondu aux exigences de la communauté universitaire.

Et pour une fois, la conférence des Prytanes (l'équivalent des Présidents d'université) et les syndicats des étudiants avaient les mêmes préoccupations.

Selon le *Journal des rédacteurs* du 24.09.2021, le ministère, désireux de donner une impression de « retour à la normale », a décrété que les universités rouvriront « en présentiel » pour tous et partout en Grèce. Mais cette impression « est très loin de la réalité vécue, où la pandémie continue à déterminer la vie quotidienne de tous ». C'est dire combien les universités attendaient un engagement de leur ministère pour un retour que tout le monde souhaite, mais en toute sécurité.

Heureusement, le taux de vaccination du personnel enseignant et non enseignant est satisfaisant. Cela plaide pour une réouverture, d'autant plus que le « distanciel » a fait perdre des heures de laboratoire essentielles pour la qualité de la formation. Il a aussi désertifié les facs, lieu par excellence de vie sociale et de contact humain. Comme en France, les étudiants ont beaucoup souffert. De plus, si l'on tient compte que, dans un pays méditerranéen comme la Grèce, la vie sociale est l'élément constitutif par excellence de la vie quotidienne, le fait de ne plus côtoyer ses semblables est un changement « culturel » auquel personne n'était préparé et que personne ne souhaite prolonger.

Que demandent les Prytanes ? Que le ministère revienne sur ses déclarations concernant l'absence de jauge, car cela signifie remplir à nouveau des amphithéâtres de 250-300 personnes - et prendre le risque de la contamination. Que des moyens financiers et du personnel supplémentaire soient accordés pour couvrir les frais de nettoyage élevés. Qu'une attention particulière soit accordée aux membres du personnel appartenant aux groupes vulnérables. Que le contrôle des certificats sanitaires (vaccination, tests) ne soit pas fait sur place mais électroniquement, avant le début de l'année académique.

Le ministère veut un contrôle sur place, mais les facs n'en ont pas les moyens. Du coup, une petite « rallonge » de 2,7 millions d'€, répartie selon le nombre d'étudiants et la situation géographique, a été accordée. Des miettes, si l'on tient compte du sous-financement chronique de l'ESR grec : par exemple, pour l'Université d'Athènes (la plus grande du pays), seulement 172.360€ sont octroyés ; que peut-on faire avec si peu d'argent ?

Le ministère n'a pas répondu à la demande d'avoir des centres de vaccination dans les universités, même s'il s'est dit d'accord sur le principe. Mais les Prytanes réclament aussi des centres de test et du personnel soignant qualifié. La réponse est négative : pas de tests dans les facs. Pour les centres de vaccination, on attend...

Les Prytanes, qui se disent soucieux de la sécurité du personnel et des étudiants, veulent un cadre général et non des promesses ou de petites « rallonges » budgétaires. Savoir où ils vont et être sereins, après tant de mois de facs vides. Certains d'entre eux, pas encore rassurés, seraient même favorables, au début, à la poursuite de certains cours à distance.

Les étudiants demandent au contraire de retourner à la fac, mais, eux aussi, pas à n'importe quel prix. L'association des étudiants de la faculté de droit d'Athènes (qui rassemble tous les syndicats étudiants de cette faculté), l'une des plus actives et vigilantes, a sorti un communiqué tard le soir du mercredi 22 septembre, quand elle a appris que les cours du semestre d'hiver continueraient à se tenir majoritairement à distance. Les étudiants sont bouleversés :

« Depuis un an et demi l'État ne s'est pas du tout préoccupé de la manière dont nous allons apprendre à vivre avec le coronavirus sans que notre niveau d'études soit dégradé à cause des écrans ; trouver le financement nécessaire pour le personnel ou les infrastructures n'était pas non plus sa préoccupation. Il s'est seulement préoccupé de mettre des policiers dans nos départements. Sur ce point, il a été très réactif. Il a aussi augmenté les frais de scolarité pour le troisième cycle. Et nous voilà aujourd'hui, juste avant de démarrer, avec la police dans les universités et des frais élevés pour le troisième cycle, mais sans personnel ou infrastructure adéquats. Sans plan. Au même moment, dans les universités sérieuses du monde entier, les cours se déroulent normalement avec toutes les mesures de protection nécessaires. Les prétextes se sont taris. Notre patience s'est tarie. Nous n'acceptons pas que l'université publique, ses personnels et les rêves du pays soient traités comme des questions de deuxième choix. La faculté de droit, et toutes les universités du pays, doivent ouvrir normalement avec un protocole de sécurité sanitaire ».

Pour calmer le jeu, la ministre a annoncé 400 nouveaux postes d'enseignants-chercheurs au concours, mais elle a « en même temps » demandé aux facultés de lui donner jusqu'à la fin octobre leurs propositions « de reconfiguration de la carte académique ». Cela signifie en plus simple que les facs devront devenir des sortes de victimes volontaires, proposant comment elles vont être fusionnées et restructurées, quels départements ou formations elles vont supprimer, quelles économies elles vont réaliser.

L'article du *Journal des rédacteurs* ne revient pas sur le scandale, dénoncé à la fin de l'été, du nouveau système d'entrée à l'université, prévu pour pousser les étudiants recalés vers... la sortie, c'est-à-dire les universités et autres boîtes privées autoproclamées universités. Cependant, vu l'importance que les familles en Grèce accordent à l'éducation universitaire de leurs enfants, on peut facilement conclure que, dans l'incertitude générale et devant la crainte de la contamination, le privé va gagner non seulement les recalés, mais d'autres, impatients de commencer leur formation et fatigués des attermoissements ministériels.

Entraînez encore vos traducteurs :

https://www.efsyn.gr/ellada/ekpaideysi/311717_epistrofi-sta-amfitheatra-me-nai-men-alla

Mise à jour du 10.10.2021 :

Les Universités rouvrent avec des mesures sanitaires strictes.

Selon le *Journal des rédacteurs* qui renvoie au site d'information en ligne *thestival.gr*, les universités rouvrent une par une, avec un contrôle strict des certificats sanitaires des étudiants (le personnel s'étant fait contrôler avant), mais sans jauges. À Thessalonique, deuxième ville universitaire du pays, l'Université Aristote et l'Université de Macédoine ont rouvert leurs portes et mandaté du personnel pour effectuer le contrôle, ce qui laisse entendre qu'il n'est pas sous-traité à des vigiles extérieurs. C'est déjà ça, car on aurait pu mettre à cette tâche la fameuse « police des facs » et créer encore des tensions.

Les étudiants font la queue pendant des heures. Mais ils sont si contents de revenir pour la première fois depuis la fermeture en mars 2020, qu'ils ne protestent même pas ! On les voit alignés sagement le long du trottoir qui longe la grille, montrer sagement leur certificat sanitaire et entrer. Ils portent tous leur masque, même dans la cour. Ils respectent à la lettre les mesures sanitaires : pas question de leur refermer la fac !

Une étudiante interviewée par *thestival.gr* se dit satisfaite et patiente. Son seul problème, et on la comprend, est que les tests sont payants en Grèce (ils l'ont toujours été, dès le début de la pandémie, sauf si on va dans certains centres publics où il n'y a pas de place...) : un test antigénique coûte 15€. Heureusement le PCR n'est pas exigé, car il en coûte 60.

Les jeunes grecs ne sont pas majoritairement vaccinés. La campagne ratée du gouvernement (cf. *Fenêtre* n°23) de les « appâter » avec un chèque de 15€ n'a pas marché. La désinformation concernant le vaccin est répandue non seulement par des « complotistes », mais aussi par des journaux et magazines sérieux, et même, malheureusement, par des membres du corps médical. Sans information claire, les jeunes ne savent pas exactement ce qui est bon pour eux. Leur seule motivation est la cohabitation, fréquente en Grèce, avec des parents et grands-parents « à risque » à cause de leur âge. On espère que les étudiants vont peu à peu se faire tous vacciner.

En tout cas, le Prytane de l'Université de Macédoine dit qu'il a à gérer une situation « imposée » par les autorités qu'il n'a pas choisie, façon de renvoyer la balle au ministère. Il fait de son mieux et semble donner satisfaction à ses étudiants et son personnel. Mais sa remarque laisse entendre qu'il n'y a pas eu de personnel supplémentaire pour faire face aux nouveaux besoins créés par la pandémie, comme le demandait la conférence des Prytanes.



Mais le ministère a d'autres préoccupations : faire des procès aux syndicats des enseignants du second degré qui, tous ensemble, privé et public, refusent la soi-disant « évaluation » qu'on leur impose et veulent un véritable dialogue englobant tout un tas d'enjeux de la profession, exacerbés par la pandémie.

La ministre a réussi à faire déclarer ce refus illégal suite à une décision de justice. Les enseignants, avec l'appui de l'ΑΔΕΔΥ (la confédération des syndicats des fonctionnaires) continuent leur grève de l'évaluation, bien suivie le lundi 11 octobre. Le ministère, de son côté, prétend qu'une grève ne « doit pas tenter d'annuler des lois votées par l'Assemblée nationale » (?), comme si on ne pouvait jamais réclamer le retrait ou la modification d'une loi. Les syndicats des enseignants et l'ΑΔΕΔΥ ont fait appel.

Encore du travail pour vos traducteurs :

L'ouverture des universités :

<https://www.thestival.gr/eidiseis/paideia/me-pistopoiitika-metra-kai-oyres-i-e/>

La mobilisation des enseignants :

https://www.efsyn.gr/ellada/ekpaideysi/314117_megali-kai-dynamiki-i-sygkentrosi-ton-ekpaideytikon-sto-efeteio

Les infos en temps réel sur le site de l'ΑΔΕΔΥ :

<https://adedy.gr/>



Italie

Le siège de la CGIL attaqué par des manifestants fascistes

L'Italie a aussi ses « manifestations du samedi » contre le « passe vert » (la version italienne du passe sanitaire) dont l'application est bien plus étendue qu'en France, incluant la plupart des lieux de travail et d'enseignement. Mais chez nos voisins transalpins la présence des groupes fascistes dans ces manifestations est importante au point de rythmer les revendications et de dévier les protestations. La question fasciste et la lutte contre le fascisme sont très sensibles en Italie, les organisations des partisans par exemple mènent un combat de chaque instant contre la résurgence de ces idées pernicieuses. Cette fois-ci les manifestants à Rome ont tenté le tout pour le tout pour se faire entendre. Ils en partie réussi, avec violence, à créer un événement.

Le samedi 9 octobre, selon le quotidien *Il Manifesto*, au cri « nous sommes le peuple », les manifestants ont attaqué le siège de la CGIL et ont tenté ensuite à s'en prendre au Palazzo Chigi, le siège de la présidence du Conseil, qui était bien protégé par la police. Une autre partie du cortège romain s'est rassemblée à la *Bocca della Verità* sous la banderole d'un parti appelé « *Forza del Popolo* », mais sans intentions violentes comme les autres.

Les manifestants s'opposent au « passe vert » et, pour la plupart, au vaccin, mais ce dernier n'est pas obligatoire en Italie. La contradiction est que le passe permet l'accès à presque tout mais pour l'obtenir il faut un vaccin, car les tests, dont la gratuité est revendiquée par la CGIL et les autres syndicats, vont devenir payants à la mi-octobre. La Croix rouge qui les pratiquait y compris pour les sans papiers et les sans domicile grâce à des fonds européens, n'aura plus d'argent. Elle espère continuer grâce à d'autres financements, mais, selon *Il Manifesto* du 21.09.2021, les files sont bien plus longues pour les tests que pour les vaccins, même si la vaccination augmente aussi.

Le cortège romain du 9 octobre était composé de personnes jeunes ou très jeunes qui brandissaient des drapeaux italiens. Si la majorité n'arborait aucun insigne de parti, les partisans de « *Forza nuova* » et

d'autres formations d'extrême droite étaient visibles. Sur des pancartes, dont celle illustrant l'article d'*Il Manifesto* du 10.10.2021, des signes religieux (croix et rosaire tout autour de la terre, en signe de protection) contre « la tyrannie sanitaire ». Les slogans classiques pour la « liberté » et contre « les assassins » (sans dire qui ils sont), d'autres contre les journalistes, le passe, le vaccin, une grande variété et beaucoup de confusion.



Une partie des manifestants était bien remontée contre la CGIL et son secrétaire général Maurizio Landini, appelant à sa démission : « personne ne peut nous priver de travail, nous l'avons conquis honnêtement et durement », criaient ceux qui ont forcé les portes du siège de la confédération. Ils n'ont pas été intimidés par l'alarme qui n'a pas arrêté de sonner. L'attaque a été filmée. On peut la regarder sur *YouTube*. Des photos des dégâts, heureusement peu importants, sont publiées par *Il Manifesto*. Un diaporama complet se trouve sur le site de la CGIL.

Tout de suite, la CGIL a réagi sur Twitter et par la voix de son secrétaire général Maurizio Landini : « notre siège national, le siège des travailleuses et des travailleurs, a été attaqué par *Forza Nuova* et par le mouvement anti-vax. Nous avons résisté par le passé, nous résisterons aujourd'hui et toujours ».

La CGIL appelle à interdire les organisations se réclamant du fascisme. Elle qualifie l'attaque dont elle a été victime d'acte « factieux ». Elle appelle à un rassemblement le samedi 16 octobre, qui s'est élargi aux deux autres confédérations, UIL et CSIL, qui lui ont apporté leur soutien. Le monde politique a aussi soutenu la CGIL, à part deux déclarations ambiguës de Matteo Salvini et de Giorgia Meloni, tous les deux connus pour leurs idées extrême-droitières. Ces deux politiques condamnent l'attaque violente mais se disent aussi solidaires des manifestants « légitimes ».

La polémique enfle sur Twitter, suite à la réaction de la CGIL dénonçant « cette attaque intolérable ». La mèche contre « les syndicats assassins » était déjà allumée dans la manifestation par le chef de *Forza Nuova* Giuliano Castellino. Les internautes qualifient les syndicats et surtout la CGIL de « traîtres » qui refusent de protéger les travailleurs. Ils en veulent à l'engagement des syndicats, menés par la CGIL, en faveur de la vaccination (cf. *Fenêtre* n°24). Certains demandent que les syndicats appellent « à une grève générale contre le passe vert ». Ceux qui sont solidaires avec la CGIL demandent, au contraire, que cesse cette « stratégie de la tension » et rappellent que le fascisme n'a pas disparu en Italie. Quand un syndicaliste espagnol transmet la solidarité des CC.OO, on lui répond que « vous autres Espagnols n'y connaissez rien » des problèmes italiens.



Un fort climat antisindical s'exprime sur Twitter.

Il est à noter qu'aucun de ces manifestants ne portait le masque. Quelle différence avec l'autre manifestation massive, masquée, spontanée, et non violente mais bien déterminée, soutenant le maire de Riace, Mimmo Lucano, traîné en justice pour avoir accueilli des migrants et leur avoir offert logement et travail dans sa commune... Mimmo Lucano est l'illustration de l'opposition en actes au fascisme et aux actes factieux. L'accueil des migrants dans sa commune ne prête à aucune confusion. En Calabre, des milliers de personnes sont venues de toute l'Italie. Et un syndicaliste précaire soutenu par Lucano qui a témoigné pour lui au tribunal d'appeler de « transformer notre indignation en quelque chose de constructif ».

Deux mondes bien différents dans le même pays.

La CGT a exprimé sa solidarité avec les camarades italiens, contre le fascisme :

<https://www.cgt.fr/comm-de-presse/la-cgt-soutient-ses-camarades-de-la-cgil>

L'article d'*Il Manifesto* du 10.10.2021 :

<https://ilmanifesto.it/no-vax-e-neofascisti-in-corteo-assalto-alla-cgil-e-montecitorio/>



Le discours de Maurizio Landini suite à l'assemblée générale de la CGIL, appelant au rassemblement du 16 octobre :

https://www.collettiva.it/copertine/italia/2021/10/10/news/mai_piu_fascismi-1534275/

Le diaporama des dégâts :

https://www.collettiva.it/copertine/italia/2021/10/09/gallery/corso_d_italia_le_immagini_della_devastazione-1532756/

Le fil Twitter de la CGIL où l'on peut lire tous les commentaires :

<https://twitter.com/cgilnazionale/status/1446884366119014411>

L'article d'*Il Manifesto* du 2.10.2021 sur la manifestation de solidarité à Mimmo Lucano :

<https://urlz.fr/gBCR>



Philippines

Un budget pour l'ESR ou un budget pour des « forces spéciales mettant fin aux conflits locaux communistes et armés » ?

La journée mondiale des enseignants le 5 octobre a donné lieu aux Philippines à une importante mobilisation de l'ACT (*Alliance of Concerned Teachers*), notre syndicat partenaire à l'IE. Dûment masqués (même sur les photos des manifs !), les collègues sont descendus dans la rue et ont marché vers leur ministère à Manille, la capitale, pour se faire entendre. Cela fait un moment qu'ils demandent que leurs conditions de travail dégradées par la pandémie soient prises en compte, que leurs salaires soient augmentés et surtout qu'on leur donne les moyens du travail à distance, puisqu'ils ne peuvent pas, pour des raisons sanitaires, retourner au présentiel à temps plein. Cette dernière revendication se poursuit dans la durée. Nous en avons déjà parlé dans les *Fenêtres* n°9 et n°15.

Aujourd'hui, les Philippines sont en période pré-électorale. Le syndicat craint le retour des nostalgiques du dictateur Marcos ou la poursuite du régime autoritaire de Duterte qui a poursuivi des syndicalistes (dont le secrétaire général de l'ACT Raymond Basilio) et bafoué la démocratie. En fait l'ACT ne veut pas le retour ou la poursuite du pire.

Duterte, qui avait mis l'armée dans la rue pour « faire respecter les confinements » (!), a trouvé l'argent nécessaire à la création d'une nouvelle police appelée « forces spéciales mettant fin aux conflits locaux communistes et armés » (NTF-ELACT). C'est pourquoi le 5 octobre l'ACT, qui, selon les habitudes anglo-saxonnes se mêle des élections et soutient potentiellement des candidats, a tenu à leur rappeler avec force qu'elle ne supporte plus le sort réservé aux enseignants, la dernière roue du carrosse.

La pandémie était la goutte qui a fait déborder le vase. Sous-payés, surchargés de travaux de toute sorte (y compris l'obligation de s'occuper des bureaux de vote...), ils n'en peuvent plus des mensonges d'un gouvernement qui avait promis de doubler leur salaire. Bien sûr les promesses n'engagent que ceux qui y croient, et l'ACT est toujours restée combative. Mais reconnaître au moins le temps de travail supplémentaire passé à soutenir les élèves, les familles et les communautés exposés au risque de la contamination serait un minimum vital pour les enseignants.

Les universités sont sous-financées, comme dans bien d'autres pays. Mais comment croire qu'il n'y a pas d'argent pour le budget de l'ESR quand on dépense des sommes importantes pour la répression ? Qui sont ces « communistes » visés par la nouvelle police de Duterte ? L'ACT n'est pas dupe : ce sont les académiques, les défenseurs des droits humains et les syndicalistes. Rappelons que la journaliste militante Maria Ressa (prix Nobel de la paix 2021) avait reçu des menaces constantes à cause de sa défense des droits humains et de la liberté d'informer : elle se réveillait tous les matins avec le hashtag *#arrestMarieRessa* sur Twitter, comme elle l'a dit au congrès de l'IE de 2019 à Bangkok.



Les bibliothèques sont aussi visées par Duterte : il faut retirer les livres « pernicious ». Une pétition est en cours, lancée par l'ACT. Les libertés académiques sont en danger, selon le *Congress of Teachers/Educators for Nationalism and Democracy*, organisation du personnel ESR, dont le communiqué de presse est relayé par l'ACT.

Tout de suite, l'ACT exige :

- une hausse des salaires
- le paiement des heures supplémentaires
- des ordinateurs portables pour le personnel et les élèves, un forfait internet pour tous et un forfait d'aide « pandémie » pour chaque élève/étudiant
- des primes pour rattraper l'inflation
- une exemption d'impôts pour les indemnités perçues au titre du « service élections ».

La journée mondiale des enseignants se termine sur une inquiétude exprimée par l'ACT et ses partenaires : que les fascistes Marcos, Duterte et compagnie continuent de tenir le pays d'une main de fer et de détruire son système d'éducation. Les enseignants n'ont pas fait tant de sacrifices lors de la pandémie (qui n'est pas du tout finie) pour se retrouver avec les mêmes.

« Nous ne serons pas intimidés. Tous ensemble, nous allons riposter », promet Raymond Basilio à la fin de la journée du 5 octobre. Nous sommes de tout cœur avec eux.

La page Facebook de l'ACT où l'on peut retrouver ses expressions et de belles photos de mobilisations :

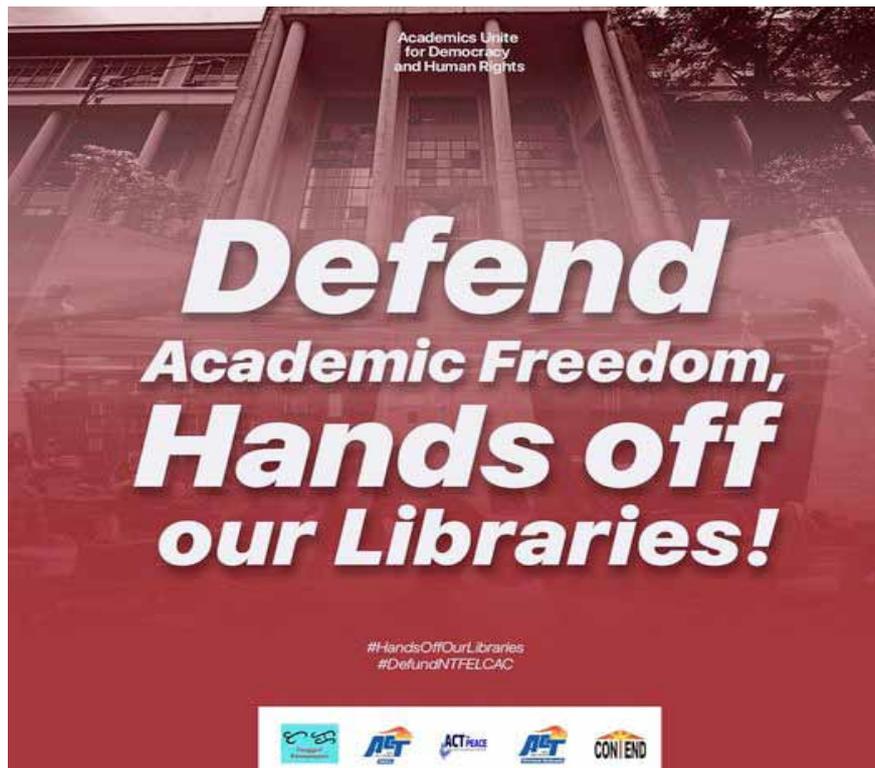
<https://www.facebook.com/actph1982>

La pétition pour les bibliothèques et les libertés académiques :

<https://urlz.fr/gBCS>

Le communiqué de presse du personnel de l'université de Manille :

<https://urlz.fr/gBCT>



Royaume-Uni

Sous la COVID19, les grèves

UCU (*University College Union*), notre syndicat partenaire à l'IE, au CSEE (Comité syndical européen de l'éducation) et au HERSC (*Higher Education and Research Standing Committee*) ne perd pas de temps : dès que les règles sanitaires se sont assouplies et que les universités ont rouvert leurs portes, les actions revendicatives ont commencé dans tous les établissements.

C'est vrai que plusieurs sujets de la plus haute importance sont aujourd'hui en jeu, après avoir été mis en sommeil pour cause de pandémie. À commencer par les salaires et la précarité, ce fléau endémique dans les universités britanniques, même les plus prestigieuses comme Cambridge. À continuer par les conditions de travail, après plus d'un an et demi de fonctionnement en ligne qui a épuisé les collègues et les étudiants. Les employeurs universitaires traitent les revendications des collègues par le mépris, et n'acceptent de commencer les négociations que sous la menace de la « disruption » du fonctionnement des établissements pour cause de grève.

Sur le fil Twitter de UCU, on est impressionné par la longue série d'établissements en grève, soit continue, soit intermittente : *Edinburgh*, *Royal College of Art* (rebaptisé « *Radical College of Art* » pour les besoins de la mobilisation), *Royal Holloway*, *Islington College*, *Westminster Kingsway*, *Liverpool* etc.

Des piquets de grève partout. Les collègues veulent reconquérir leur dignité. Ce dynamisme fait plaisir à voir.

Au *Royal College of Art* (RCA), ce 11 octobre c'est le 14^e jour de grève. Le management fait fonctionner l'établissement avec une armée de précaires, et cela a empiré ces deux dernières années, surtout avec la pandémie. Près de mille *visiting lecturers* sont passés par RCA avec des contrats à zéro heure et sans garantie de droits. Face à la grève, aucune volonté d'ouverture de négociations. L'action va donc continuer pour autant de temps que nécessaire. Cela inclut le boycott des évaluations d'étudiants, le refus de rattraper le travail de la quinzaine de grève, ainsi que le refus de toute « activité volontaire » (c'est-à-dire en dehors du service, comme siéger dans différents conseils ou animer des activités).

RCA a des pratiques honteuses, selon UCU. Non seulement il exploite son personnel, mais aussi lui refuse toute négociation pouvant aboutir à des contrats garantissant la stabilité d'emploi et des salaires décents. Le responsable local de UCU dénonce cette exploitation qui se perpétue pendant des années et est, de fait, une maltraitance du personnel. « Nous étions tous impatients de revoir nos étudiants sur le campus après avoir fait cours pendant la difficile période de COVID », déclare le syndicaliste. « Nous faisons grève maintenant pour protéger leur éducation et l'avenir du RCA ».

Le fil Twitter de UCU pour suivre les mobilisations en direct :

<https://twitter.com/ucu>

Sur le site de UCU, l'article relatant la grève au RCA :

<https://www.ucu.org.uk/article/11806/Royal-College-of-Art-staff-enter-second-week-of-strike-in-fight-against-casualisation>

